

# GRANDS LACS ECHOS

● Publication mensuelle du Réseau Européen pour l'Afrique Centrale ( EURAC ) ●

● N° 68 – Septembre 2010 ●

[www.eurac-network.org](http://www.eurac-network.org)

## ► EDITORIAL Pas d'Opération Umoja Wetu II, ouverte ou cachée

L'année 2010 est pleine d'émotions et d'événements en Afrique Centrale. Les élections burundaises ont confirmé le Président Nkurunziza dans son mandat, mais en cours de route on a perdu l'opposition. Ceci crée un risque que le pays retombe dans le conflit et dans le monopartisme, qui écarteront le pays du défi principal : mettre en place une lutte effective contre la pauvreté, gérée par la bonne gouvernance. La RDC a fêté son Cinquantenaire. Le Chef d'Etat l'a capitalisé comme plateforme de lancement de sa réélection qu'il désire organiser dans un environnement politique aussi contrôlé que possible. Mais les institutions de la Troisième République n'ont toujours pas atteint leur rythme de croisière et le gouvernement n'arrive pas à renverser la dynamique de désintégration à l'Est. Au Rwanda, la réélection de Kagame a pris des tournures inattendues. La formalité festive à laquelle il s'attendait a été troublée non seulement par une opposition réellement antagoniste mais surtout par le fait que des personnes qui ont longtemps fait partie du cercle intime du pouvoir se sont tournées contre lui. La fuite du Général Kayumba a créé un pôle autour duquel les différentes formes de mécontentement pourraient se cristalliser. Du coup, l'armée rwandaise n'est plus l'épine dorsale du régime, mais son tendon d'Achille. Dans les trois pays nous observons au même moment une perte de crédibilité du processus de démocratisation avec des répercussions graves sur la sécurité. En août, j'ai fait une mission pour mieux comprendre dans quelle mesure l'opposition des généraux dissidents contre Kagame a des répercussions sur le paysage politico-militaire à l'Est du Congo. J'ai parlé avec beaucoup d'acteurs sur la scène politico-militaire, des amis de la société civile et des personnalités occupant des postes-clé dans les institutions internationales. Je conclus que Kayumba, avec l'aide active de Museveni, essaye de forger des alliances avec des groupes qui pourraient être mobilisés contre le régime rwandais. La partie du CNDP qui est restée fidèle à Nkunda par exemple, et qui n'a jamais digéré son arrestation. Ou le FRF. Le FPLC, de toute évidence. Certains groupes Mai Mai. Une partie même des FDLR. Aussi les personnes qu'Agathon Rwaswa essaye de mobiliser, non seulement dans les milieux FNL mais aussi dans des cercles d'ex-FAB mécontents, sont ciblés comme des alliés potentiels. Mais je constate aussi qu'on n'est pas encore très loin dans la démarche et que c'est très peu probable qu'une alliance anti-Kagame soit opérationnelle à court terme. J'ai plutôt l'impression que Kayumba essaye de s'établir une base arrière sur le territoire congolais à moyen terme. Dans ce contexte, une nouvelle opération militaire conjointe entre le Rwanda et le Congo, ouverte ou cachée, appelée Umoja Wetu ou sous un autre nom, n'apportera rien à la stabilité régionale. Elle aura le même impact négatif que toutes les autres opérations militaires depuis janvier 2009 : elle dispersera et radicalisera les acteurs armés sur le terrain. Elle fera des dégâts dans la population civile et elle annihilera l'espace pour des voies négociées vers une démobilisation volontaire. Elle ne contribuera en rien à la paix durable. Il s'agira d'une démarche machiavélique où Kagame aidera Kabila à établir un certain contrôle sur l'Est du Congo pendant que Kabila permettra à Kagame de démanteler tout ce qui s'organise sur le territoire kivitien contre lui. Le levier n'est pas dans les opérations militaires mais dans le dialogue et dans l'inclusivité.

Kris Berwouts, Directeur

## ► SOMMAIRE

### ► Synthèse de l'actualité (p. 2-4)

- **Grands Lacs** : Attentats de Kampala et réactions ; Les terres africaines achetées pour faire rouler les voitures occidentales ; De nouveaux patrimoines mondiaux de l'UNESCO ; Bourse Mwalimu Nyerere de l'Union Africaine
- **RDC** : Lancement du processus électoral ; Insécurité persistante dans les Kivu ; Au Katanga, des enfants quittent l'école pour les mines
- **Burundi** : Mise en place des nouvelles institutions ; Climat politique post électoral
- **Rwanda** : Victoire écrasante de Kagame ; Déclaration de la LDGL sur l'élection présidentielle

### ► Actualité du Plaidoyer (p. 5-6)

Missions du Directeur d'EurAc ; Missions de Donatella Rostagno ; Rapport des Nations Unies sur les crimes commis en RDC entre 1993 et 2003 ; Burundi : Observation des législatives et sénatoriales ; RDC : Réactions à la disparition de Sylvestre Bwira, etc.

### ► Principaux documents reçus (p. 7 - 8)

#### Editeur responsable

Kris Berwouts  
Rue des Tanneurs, 165  
1000 Bruxelles (Belgique)  
Tél. + 32 2/502 33 12  
Fax + 32 2/ 502 21 42

#### Secrétariat :

Donatella Rostagno; Kris Berwouts;  
Joseph Ntamahungiro.  
Courriel :  
[kris.berwouts@eurac-network.org](mailto:kris.berwouts@eurac-network.org)

N.B. : Les textes ainsi que les informations sélectionnées ne représentent pas nécessairement les positions des membres du réseau

## ► Grands Lacs

### ► Attentats de Kampala et réactions

Le 11 juillet 2010 au soir, un restaurant et un club de sport de la capitale ougandaise Kampala ont été attaqués à la bombe par des membres du groupe islamiste somalien Al Shabaab. Ce mouvement a revendiqué ce [double attentat](#) qui a fait 76 morts et presque autant de blessés. Les explosions se sont produites alors que les deux établissements accueillait de nombreuses personnes venues assister à la retransmission de la finale de la Coupe du monde de football qui se déroulait en Afrique du Sud. Selon le groupe Al Chabaab, qui a menacé de mener d'autres attaques contre l'Ouganda et le Burundi, cette attaque visait à obliger ces deux pays à retirer leurs contingents de la force de maintien de la paix de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) contre lesquels ils luttent depuis plusieurs années. Une semaine plus tard, la police ougandaise a annoncé avoir déjà arrêté 32 personnes dont plusieurs Pakistanais. De son côté, le Burundi, qui a pris une série de mesures pour sécuriser tous les endroits sensibles du pays (spécialement l'aéroport et les représentations diplomatiques), a annoncé le 15 juillet, avoir arrêté un Somalien demandeur d'asile au Burundi depuis 2004. Il est soupçonné de collaborer avec le mouvement al-Shabab.

Au lieu de céder aux menaces, les gouvernements ougandais et burundais ont décidé d'augmenter le nombre de leurs soldats participant à l'AMISOM. Ils ont demandé aussi de changer la mission de cette dernière, qui ne serait plus de protéger les civils et de se défendre en cas d'attaques, mais également de passer à l'offensive et de poursuivre les insurgés dans toutes les zones. Les deux pays ont reçu le soutien des Chefs d'Etat africains réunis à Kampala. Le sommet, consacré au départ à la mortalité maternelle et infantile en Afrique, s'est focalisé sur cet attentat et sur le mandat d'arrêt de la Cour Pénale Internationale (CPI) contre le Président soudanais El Béchir dont les chefs d'Etat africains ont déjà manifesté leur opposition à son arrestation. (jn)

### ► Les terres africaines achetées pour faire rouler les voitures occidentales

Selon un [rapport](#) publié par l'ONG «Les amis de la Terre Europe» (ATE) en juin 2010, 4,5 millions d'hectares de terres africaines sont accaparées par les pays développés pour y produire des agrocarburants tels que le jatropha (un arbuste qui produit de l'huile) ou la canne à sucre. A titre d'exemples, en Tanzanie, un millier de petits riziculteurs ont été expulsés de leurs terres pour laisser la place à la canne à sucre. Au Mozambique, plus de 183.000 hectares sont destinés au jatropha et en République Démocratique du Congo (RDC), une entreprise italienne prévoit une plantation de palmiers à huile de 70.000 hectares. Pour

Christian Berdot, référent de la campagne Agrocarburants des Amis de la Terre France, «il est révoltant de voir les firmes européennes s'abattre sur l'Afrique comme un nuage de criquets, confisquant des millions d'hectares à des communautés déjà démunies, dans le seul but de faire rouler des autos et des camions en Europe. Les agrocarburants sont une tragique illustration de la surconsommation européenne de ressources mondiales». Les pays, dont les multinationales sont épinglées par le rapport, sont notamment la Suisse, l'Italie, la Norvège, Israël, l'Espagne, la Belgique, le Japon, l'Allemagne, le Canada, le Royaume Uni, le Portugal et l'Ukraine. (jn)

### ► De nouveaux patrimoines mondiaux de l' UNESCO

Selon l'agence d'information Pana (04/08/2010), le Comité du Patrimoine Mondial (CPM), qui a pris fin le 3 août 2010 à Brasilia, a inscrit la zone de conservation de [Ngorongoro](#) en Tanzanie sur la liste du patrimoine culturel mondial. La décision du comité a été motivée par le record extraordinaire de l'évolution humaine sur le site qui est une vaste étendue de terre qui s'étend du Parc national de Serengeti, dans le nord-ouest de la Tanzanie, à la partie orientale de la grande Rift Valley. Les recherches archéologiques réalisées dans cette zone ont fourni une longue suite de preuves qui attestent de l'évolution humaine sur près de quatre millions d'années. Le CPM a également annoncé que les [chutes de Karera et les failles de Nyakazu](#) aussi appelées failles des Allemands, toutes situées en Province de Rutana, dans le sud-est du Burundi, pourraient bientôt être inscrites sur la liste du patrimoine culturel mondial de l'UNESCO. Karera est constituée de quatre chutes d'eau qui sont d'une hauteur variant entre 30 et 60 mètres. La faille de Nyakazu s'ouvre sur la dépression du Kumoso. Elle présente une structure exceptionnelle et on y trouve des vestiges historiques du fort allemand. (jn)

### ► Bourse Mwalimu Nyerere de l'Union Africaine pour l'année 2010

En 2007, l'Union Africaine (UA) a créé le projet de la *Bourse Mwalimu Nyerere* afin de faire de l'Afrique un continent de paix, de prospérité, où s'élaborent des solutions africaines aux problématiques africaines, et traitant sur un pied d'égalité avec les autres continents. Le projet a été conçu à l'attention des jeunes Africains pour leur permettre de poursuivre leurs études dans des universités africaines et institutions de l'enseignement supérieur de renom, dans les domaines des sciences et de la technologie. L'appel à candidature pour l'année 2010 s'adresse aux études de Maîtrise et Doctorat. (jn)

## ► RDC

### ► Lancement du processus électoral

Le 9 août 2010, la Commission Electorale Indépendante (CEI) a publié un communiqué annonçant le [Calendrier du processus électoral 2010-2013](#). Commencé le 2 septembre 2010, il se terminera le 8 août 2013. Les moments forts seront notamment le 1er Tour de l'Élection Présidentielle et des élections législatives nationales : le 27 novembre 2011; le 2ème Tour de l'Élection Présidentielle et élections législatives provinciales: 26 février 2012; l'Élection des Sénateurs par les Assemblées Provinciales: le 13 juin 2012 ; l'Élection des Gouverneurs et Vice-gouverneurs des Provinces par les Assemblées Provinciales : le 12 juillet 2012.

Aussitôt annoncé, ce calendrier a été dénoncé par les partis d'opposition et la société civile. Selon [l'Union Sacrée pour l'Alternance \(USA\)](#), le calendrier électoral viole l'article 73 de la Constitution qui stipule que «*le scrutin pour l'élection du Président de la République est convoqué par la Commission Electorale Nationale Indépendante quatre-vingt dix jours avant l'expiration du mandat du Président en exercice*». Pour la [Voix des Sans Voix \(VSV\)](#), au lieu de renvoyer en 2012 et 2013 les élections urbaines, municipales et locales inachevées de 2006, la CEI «*devrait plutôt se ressaisir du retard enregistré en organisant les élections précitées pour garantir, entre autres, une administration de proximité et surtout l'indépendance des élus locaux vis-à-vis du nouveau président à élire en 2011*». L'Association Africaine de défense des Droits de l'Homme ([ASADHO](#)) fustige également ce calendrier. Selon elle, «*la CEI viole d'une façon flagrante la Constitution à deux niveaux : en ne respectant pas le délai constitutionnel prévu et en prolongeant le mandat du Président de la République*». Pour sa part, la Ligue des Electeurs déplore l'exclusion de la société civile au sein de la CENI, ce qui «*présage des dérapages et contestations lors de prochaines élections, car la majorité et l'opposition auront des difficultés à se mettre d'accord comme lors des élections de 2006 qui ont engendré des affrontements armés*». Quant au Réseau National des ONG des Droits de l'Homme de la RDC ([RENADHOC](#)), il affirme être «*profondément préoccupé par les dérives que prennent actuellement les perspectives électorales de 2011*». Il invite la CEI à «*annuler son calendrier électoral et de laisser les tâches essentielles liées à l'administration électorale du cycle électoral de 2011 à la CENI, constitutionnellement compétente* ». (jn)

### ► Insécurité persistante dans les Kivu

Malgré les opérations militaires *Kimia 2* lancées en mai 2009 et *Amani leo* en janvier 2010 par l'armée congolaise et la MONUC pour traquer les rebelles des FDLR, l'insécurité a continué et s'est même amplifiée dans les Kivu. Ainsi, dans la nuit du 17 au 18 juillet 2010, dans le village de Mbwavinywa, à 27 kilomètres à l'ouest de Kaina, au sud du territoire de Lubero, les FDLR ont mis le feu sur dix maisons. A cette même date, on signalait la présence à Mbwavinywa de près de 400 familles déplacées venues des villages voisins de Mukeberwa, Muungama et

de Tshamba fuyant les incursions des mêmes FDLR. Le 24 juillet, près de Walikale, des rebelles des FDLR et des miliciens Maï Maï avaient attaqué un avion petit porteur utilisé pour le transport à Goma de la cassitérite extraite à Bisié. Ils avaient pris en otage le copilote indien avant le relâcher cinq jours après. FDLR et Maï Maï ont renouvelé l'opération contre deux autres aéronefs au même endroit le 1er septembre et détenu depuis le pilote ukrainien et le copilote congolais d'un des avions. Dans la nuit du 17 au 18 août 2010 a même eu lieu une attaque d'un campement de la Monusco dans la cité de Kirumba au Sud du Territoire de Lubero. Le bilan de l'attaque serait de 3 casques bleus tués et 9 casques bleus blessés dont 5 grièvement. Selon Radio Okapi, au début de ce mois de septembre, tous les trois grands axes reliant le territoire de Walikale (à 300 kilomètres au nord de Goma) aux villes de Goma, Bukavu et Kisangani sont en proie à l'insécurité causée par des groupes armés Maï-Maï qui coalisent avec les FDLR. Des attaques, pillages, viols et autres abus sont rapportés chaque jour dans ces zones. La psychose s'est emparée de la population. En effet, «*les habitants de certains villages du Nord-Kivu ont pris l'habitude de passer la nuit dans la forêt et la journée au village*» et les campements changent régulièrement de lieux pour éviter d'être repérés. Face à cette situation, le Président Joseph Kabila vient de [suspendre l'exploitation minière](#) dans les Provinces du Nord et du Sud Kivu qui sont sous le contrôle de groupes armés. Cette mesure semble vouée à l'échec puisque, selon certaines sources, «*les mines clandestines sont gérées tant par des membres de groupes rebelles que par des officiers de l'armée régulière (Fardc), des anciens combattants intégrés au sein des forces armées ou des émissaires du Rwanda*». (jn)

### ► Au Katanga, des enfants quittent l'école pour les mines

Selon l'ONG belge *Groupe One*, chargée de la lutte contre le travail des enfants dans les mines, des centaines [d'enfants du Katanga quittent l'école](#) pour travailler dans les mines, poussés par la pauvreté. Souvent, les enfants veulent étudier, mais ce sont les parents qui manquent de moyens financiers et encouragent leurs enfants à désertir l'école pour le travail dans les mines, afin de subvenir aux besoins de leur famille. En 2009, Groupe One a identifié 300 enfants à Kamatanda qui avaient quitté l'école. Pour rappel, en 2006, le Bureau international du travail (BIT) estimait à 30.000 le nombre d'enfants de moins de 18 ans qui travaillaient dans les mines artisanales au Katanga, cette province aussi vaste que la France. L'enseignement au Katanga souffre aussi d'autres problèmes. La rentrée scolaire 2010-2011 est incertaine pour la majorité des élèves en territoire de Shabunda, au Sud-Kivu. Environ 11.000 ménages évalués à plus de 50.000 personnes ont fui leurs villages lors des récentes invasions des éléments FDLR qui ont brûlé et détruit les maisons et les infrastructures scolaires. (jn)

## ► Burundi

### ► Mise en place des nouvelles institutions

Après un démarrage difficile dans certaines provinces, les élections législatives se sont déroulées comme annoncé le 23 juillet. Seuls les partis CNDD-FDD, UPRONA et FRODEBU-Nyakuri (de Jean Minani) et un indépendant (Patrick Hamenyimana) ont pu présenter les dossiers au complet et payer la caution des 500.000 francs burundais exigés. Au terme des élections, sur les 106 sièges, le CNDD-FDD en a obtenu 81 contre 17 pour l'UPRONA, 5 pour le FRODEBU Nyakuri et 3 pour les Batwa (Pygmées) par cooptation. Le président sortant, Pie Ntavyohanyuma, a été reconduit. Au Sénat, le CNDD-FDD a obtenu 32 des 34 sièges à pourvoir, les autres étant occupés par les 4 anciens Présidents de la République et les membres cooptés. Le Sénat est dirigé par l'ancien deuxième Vice-président de la République qui permute avec le président sortant de cet organe. Le 29 août, le Président Nkurunziza a nommé son [nouveau gouvernement](#) composé de 21 ministres, dont 11 nouveaux. Le CNDD-FDD a hérité de 14 ministères, l'UPRONA de 3, le FRODEBU Nyakuri de 1. Trois ministres ont été présentés comme apolitiques. Les ministères clés (Intérieur, Diplomatie, Finances et Fonction publique) ont gardé leurs titulaires, tous membres du CNDD-FDD. Au niveau des nouvelles institutions, les femmes représentent 23% au sein de l'administration municipale, 46% au sénat, 32% à l'Assemblée Nationale et 42% (9 sur 21) au niveau ministériel. C'est un degré de participation jamais atteint auparavant.

Alors que les législatives ont connu une participation de 66,6% (contre 77% pour les présidentielles), les élections collinaires du 7 septembre ont connu un taux très faible de plus ou moins 30%. Selon la société civile, cela est dû à plusieurs facteurs, comme le fait que les candidats étaient peu connus, l'interdiction de mener une campagne de sensibilisation, une procédure d'élection fort compliquée, mais également des lacunes au niveau organisationnel. Sans oublier le boycott de la part des partis de l'opposition qui avaient décidé de se retirer de tout le processus électoral. (dr)

### ► Paysage politique post électoral

Le paysage politique postélectoral se caractérise par un climat malsain fait de harcèlement, d'arrestations, d'emprisonnements et même de [torture](#) de militants des partis d'opposition. Cette situation a poussé les 3 principaux leaders de ces partis à « se mettre à l'abri ». Il s'agit d'Agatfhon Rwaswa du Front National de Libération (FNL), qui fut par après destitué sur instigation du parti au pouvoir; de Léonard Nyangoma, président du Conseil National pour la Défense de la Démocratie (CNDD) et porte-parole des partis d'opposition (ADC-Ikibiri) et d'Alexis Sinduhije, président du Mouvement pour la Solidarité et le Développement (MSD). Ils sont partis par peur d'être arrêtés, le pouvoir les accusant de constituer une menace pour la sécurité nationale. Aujourd'hui, des rumeurs font état de l'organisation de rébellions, d'où le danger que le pays ne retombe dans une nouvelle guerre civile. (dr)

## ► Rwanda

### ► Victoire écrasante de Kagame

Le Président Paul Kagame a été réélu le 9 août 2010 avec un score stalinien de 93%. La période pré-électorale a été très turbulente : trois partis d'opposition n'ont finalement jamais pu présenter leurs candidats à l'électorat (Victoire Ingabire des FDU/Inkingi, Bernard Ntaganda du PSD/Imberakuri et Frank Habineza du Green Party, Parti Démocrate Vert). Ses trois challengers effectifs : Jean Damascène Ntawukuriryayo du Parti social démocrate (PSD), Prosper Higiro du Parti Libéral (PL) et Alvera Mukabaramba du Parti du Progrès et de la Concorde (PPC), ont obtenu respectivement 5,15%, 1,37% et 0,4% des suffrages. Tous les trois l'avaient soutenu lors des élections de 2003 et leurs partis sont considérés comme des alliés du Front Patriotique Rwandais (FPR). Selon un communiqué de la Commission électorale nationale (NEC), le taux de participation a atteint 97,51% sur l'ensemble des trente districts du pays. Les dernières semaines avant les élections ont été [très violentes](#), avec entre autre l'assassinat, le 24 juin, du journaliste Jean-Léonard Rugambage, qui travaillait pour le journal indépendant Umuvugizi (Le porte-parole) et celui, le 13 juillet, d'André Kagwa Rwisereka, Vice-président du Green Party. Le 19 juin déjà, le général dissident Faustin Kayumba Nyamwasa, réfugié en Afrique du Sud, avait été victime d'un attentat dans les rues de Johannesburg. Nyamwasa a déjà quitté l'hôpital. [L'Union européenne](#) a salué le bon déroulement de l'élection tout en s'inquiétant des violences qui l'ont précédée. De son côté, la [Maison-Blanche](#) a aussi salué la tenue de l'élection présidentielle, mais a fait part de ses inquiétudes sur les «évènements dérangeants» lors de la campagne électorale. (kb)

### ► Déclaration de la LDGL sur le déroulement de l'élection présidentielle

La [LDGL](#) «estime que dans la majorité de centres de vote, le scrutin s'est déroulé dans le calme, la sérénité et l'ordre. En général, la sécurité autour des bureaux de vote a été bien assurée par les agents de l'ordre». Elle «salue aussi l'attention particulière accordée aux femmes enceintes, aux handicapés et aux personnes de troisième âge par les agents électoraux». La LDGL déplore néanmoins qu'à certains endroits, «les observateurs n'ont pas été bien reçus par les agents électoraux et n'étaient pas à mesure de formuler les observations conformément à l'article 44 de la loi électorale». Plus grave, «certains observateurs ont été priés de quitter les bureaux de vote avant le comptage (Site Kimisagara et Katabaro)». Selon la LDGL, les opérations de vote ont commencé à temps dans la plupart de sites, mais «elles ont débuté avant l'heure prévue par la loi dans certains bureaux de vote. Dans d'autres, le comptage de bulletins n'a pas été fait avant le vote». La plupart de rapports d'observation font état d'une présence des témoins (là où ils étaient au moins) sans signes distinctifs, alors que les observateurs et les agents électoraux étaient bien identifiables. (kb)

# ACTUALITE DU PLAIDOYER

---

## ► Mission du Directeur d' EurAc en RDC

En août 2010, le directeur d'EurAc a visité la RDC dans une tentative de voir plus clairement dans quelle mesure l'affaiblissement de Kagame au Rwanda à travers les généraux dissidents a des répercussions sur le paysage politico-militaire à l'est du Congo. Il est passé par Kinshasa, Goma, Idjwi, Bukavu et Uvira, où il a quitté le pays. Il s'est entretenu avec une multitude d'interlocuteurs membres de la société civile, des autorités politiques congolaises, des institutions et des ONG internationales et des groupes armés. Il prépare un rapport qui résumera ses constats et analyses. Ce rapport sera d'abord présenté au CA d'EurAc. (kb)

## ► Mission du Directeur d' EurAc à Helsinki

Du 13 au 16 septembre 2010, le directeur d'eurAc a été invité par l'ONG finlandaise Foundation for Human Rights (KIOS) membre d'EurAc pour prendre la parole sur la nécessité d'impliquer la société civile au Rwanda, au Burundi et en RDC dans le processus de démocratisation. C'était au cours d'un séminaire intitulé «*Démocratie et droits de l'homme pour le développement*», organisé par KIOS et d'autres structures finlandaises. Il a participé aussi à un panel dans un atelier sur le thème «*Structures économiques globales et droit de participation*». En marge de ce séminaire, il a eu des réunions de travail au Ministère des affaires étrangères, en compagnie de la plate-forme des ONG finlandaises et avec le secrétariat de KIOS sur l'action à mener vis-à-vis de l'Union européenne. (kb)

## ► Missions de Donatella Rostagno en Suisse et en Allemagne

A l'invitation des ONG suisses, Donatella Rostagno, Policy Officer à EurAc, s'est rendue, le 2 septembre, à Berne pour participer à une rencontre de la Plateforme Afrique Centrale qui regroupe les ONG suisses actives dans les Grands Lacs et la coopération au développement suisse. Comme déjà dans le passé, EurAc a été invité à apporter un éclairage sur la situation politique dans la région qui puisse donner l'information de base nécessaire à la Plateforme pour programmer son travail pour les six mois à venir. Sur invitation d'Eirene Suisse, Donatella a aussi pris le temps de rencontrer des journalistes de la presse écrite et de la télévision suisse qui ont demandé de mieux connaître le travail qu'EurAc effectue sur la région.

Le 8 septembre, Donatella s'est aussi rendue à la rencontre organisée par FriEnt, le groupe de travail sur le développement et la Paix duquel font partie les ONG allemandes de développement et la coopération allemande au développement. La rencontre a été organisée pour permettre aux organisations membres de se consulter sur

Après une présentation sur le résultat des élections au Burundi de cette année, EurAc a pu donner son analyse politique sur la période entre les élections 2005 et celles de 2010 au Burundi et sur les défis que le pays doit affronter dans cette période postélectorale.

EurAc remercie les ONG suisses et allemandes pour l'invitation et leur souhaite un bon travail pour l'année à venir. (dr)

## ► Rapport des Nations Unies sur les crimes commis en RDC entre 1993 et 2003

A la fin du mois d'août 2010 a commencé à circuler le draft d'un [Rapport d'experts des Nations Unies traitant des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis à l'Est de la RDC entre 1993 et 2003](#). Cette cartographie doit permettre un pas en avant dans la lutte contre l'impunité, puisque très peu de ces crimes ont fait l'objet d'un procès. Une des conclusions est que, pendant la première guerre du Congo (1996-1997), l'armée rwandaise et l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) de Laurent Kabila ont commis des actes de violences systématiques à grande échelle contre les Hutus rwandais. Non seulement contre les ex-Forces Armées Rwandaises (FAR) et les Interahamwe, mais aussi contre les civils hutu. Parce que le rapport est une cartographie des violations des Droits de l'Homme et non une enquête judiciaire, ses auteurs se déclarent non-compétents pour juger si le terme «*génocide*» s'applique à ces actes de violence. Les enquêteurs de l'ONU estiment néanmoins que *"les attaques systématiques et généralisées (contre des Hutus réfugiés en RDC) révèlent plusieurs éléments accablants qui, s'ils sont prouvés devant un tribunal compétent, pourraient être qualifiés de crimes de génocide"*. Dans une lettre adressée au Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Mme Louise Mushikiwabo, écrit : «*Toute initiative qui serait prise sur la base de ce rapport nous obligerait à nous retirer des divers engagements que le Rwanda a pris avec les Nations Unies, notamment en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix* ». (kb)

## ► Burundi : Observation des élections législatives et sénatoriales

EurAc a envoyé sa [deuxième mission d'observation](#) électorale au Burundi à l'occasion des élections législatives et sénatoriales qui se sont déroulées les 23 et 28 juillet 2010. Le groupe des observateurs d'EurAc, qui a travaillé - encore une fois - comme soutien de la Coalition de la Société Civile pour le Monitoring Electoral (COSOME), comptait 14 personnes de 5 nationalités qui ont été déployés dans 6 provinces du

Burundi. L'observation s'est déroulée dans un contexte politique difficile, comme mentionné ailleurs dans ce bulletin, à cause du retrait du processus électoral par la majorité des partis d'opposition. On a noté aussi le manque d'enthousiasme de la part de la population pour ces élections. Néanmoins, EurAc et la COSOME ont bien assuré une forte présence dans les bureaux de vote du pays et ont observé que ces journées électorales se sont déroulées dans le calme. Dans leur [déclaration préliminaire](#) après les élections législatives, la COSOME, la Commission Episcopale Justice et Paix (CEJP) et EurAc ont dénoncé le contexte difficile dans lequel elles se sont déroulées, caractérisé par des assassinats ciblés et des arrestations des membres de l'opposition. Les trois organisations, tout en appréciant les efforts de la CENI dans l'amélioration de l'organisation technique du scrutin, ont dénoncé plusieurs irrégularités. Dans leurs recommandations, les trois organisations ont demandé au gouvernement burundais de mettre fin aux intimidations et arrestations arbitraires, de s'engager dans la voie du dialogue politique et de tout mettre en œuvre pour assurer la sécurité des citoyens. Elles ont aussi demandé à tous les partis politiques de rester ouverts au dialogue politique et de continuer la lutte politique en respectant les règles démocratiques, car c'est la seule garantie de la paix et de la stabilité politique. (dr)

### ► **EurAc: Pour une gouvernance démocratique au Burundi**

Le 17 septembre 2010, EurAc a publié une [déclaration](#) avec des recommandations pour une gouvernance démocratique et une lutte contre la pauvreté effective au Burundi après les élections. Le réseau des ONG européennes pour le plaidoyer sur l'Afrique Centrale demande à l'Union européenne et ses Etats-membres de continuer à accompagner le Burundi afin qu'il mène effectivement une politique conforme aux valeurs et engagements exprimés dans le discours d'investiture du Président de la République. En vue de la consolidation de l'Etat de droit, les autorités burundaises doivent veiller à la protection de l'espace démocratique afin que les partis politiques puissent fonctionner sans harcèlement et faire en sorte que la société civile et la presse puissent jouer leur rôle de contre-pouvoir citoyen. Il est prioritaire d'initier une diplomatie active pour décourager la reprise de la guerre, concrétiser les ambitions en termes de bonne gouvernance axés sur le processus de démobilisation et de réinsertion efficaces. Ce sont tous des préalables à une lutte contre la pauvreté effective. (kb)

### ► **RDC: Enlèvement et mauvais traitements contre Sylvestre Bwira**

Le 24 août 2010, le président de la société civile de Masisi, Sylvestre Bwira, [a été enlevé](#) par des hommes en uniforme de l'armée congolaise. Cet enlèvement a eu lieu après des menaces et des pressions subies par Bwira suite à une lettre ouverte qu'il avait envoyée au Président de la République le 30 juillet 2010. Dans cette lettre, l'auteur demande au Président Kabila le retrait du Masisi des groupes armés récemment intégrés dans les FARDC. Il y dénonce plus particulièrement les abus

commis par les proches de Bosco Ntaganda. Sylvestre Bwira a été retrouvé le 30 août, affaibli, torturé et perturbé, mais vivant. Le 8 septembre, un groupe d'ONG congolaises et internationales ont lancé un [appel](#) aux autorités congolaises pour qu'elles mettent fin à l'impunité. Les signataires ont recommandé à l'Union européenne d'appliquer les [lignes directrices de l'UE](#) de 2004 pour la protection des défenseurs des droits de l'homme. (kb)

### ► **RDC: Accueil favorable du Rapport « Projet Mapping »**

[220 ONG congolaises](#) de défense et de promotion des Droits Humains accueillent avec une grande satisfaction l'annonce de la publication prochaine du rapport des Nations Unies détaillant « *les plus graves violations des Droits humains et du Droit international humanitaire commises sur l'étendue du territoire de la RDC entre 1993 et 2003* ». Les organisations congolaises, dont nombreuses ont collaboré avec l'équipe d'enquête des Nations Unies, saluent le sérieux avec lequel ces enquêtes ont été menées et le professionnalisme qui a guidé la méthodologie des investigations du « Projet Mapping » des Nations Unies. Elles invitent le gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) et ceux des pays de la région concernés par les faits cités dans le rapport, en particulier le Rwanda, l'Ouganda, l'Angola et le Burundi, à saisir cette opportunité pour reconnaître les souffrances atroces et l'injustice imposées à la grande majorité de la population congolaise et d'autres victimes des actes criminels et des violations massives des droits humains détaillées dans ledit rapport. (kb)

### ► **RDC : Appel à une stratégie globale contre la LRA**

Dans un [rapport](#) publié le 10 août 2010 sous le titre « *This is our land now* », Enough documente 51 attaques commises par la LRA en Bas-Uélé, avec au moins 105 morts et 570 enlèvements en 15 mois. Avec ce rapport, Enough veut encourager l'administration Obama à reprendre dans sa stratégie globale sur la LRA les besoins spécifiques du Bas-Uélé. Il s'agit surtout de mieux protéger la population civile congolaise et d'empêcher la LRA d'élargir son rayon d'action dans une vaste partie de l'Afrique Centrale. (kb)

### ► **Burundi: Attribution du Prix Henry Dunant**

Selon un communiqué de la Fondation Henry Dunant (Genève), le Prix Henry Dunant – Terrain 2010 a été attribué, le 5 juillet 2010, à Pierre Claver Mbonimpa, président de l'Association pour la défense des droits de l'homme et des personnes détenues (APRODH), « *en reconnaissance de son travail exceptionnel pour faire respecter le droit des prisonniers au Burundi* ». Le prix Henry Dunant (humaniste suisse et fondateur de la Croix Rouge) récompense des personnes ou des organisations qui œuvrent de façon remarquable pour l'approfondissement de son œuvre. (jn)

# Documents sur la région des Grands Lacs □ Juillet-Août 2010

---

*Cette liste présente une sélection, forcément partielle, des principaux documents reçus à EURAC durant le mois écoulé. Le contenu des documents n'engage que leurs auteurs et ne reflète pas l'opinion d'EurAC ou de ses membres. Tous ces documents ont un lien hypertexte et peuvent donc être téléchargés à partir de la version électronique de ce bulletin. Ils renvoient à notre site web ou vers le site web des institutions qui les ont publiés. Si vous rencontrez des problèmes de téléchargement ou si vous n'avez accès qu'à une version papier de ce bulletin, nous vous les enverrons volontiers par courrier électronique (passez dans ce cas votre commande à l'adresse : [secretariat@eurac-network.org](mailto:secretariat@eurac-network.org))*

## ► Perspectives régionales

[Les transnationales au centre de la grande évasion](#)

Jean-Christophe Servant, Le Monde diplomatique, Paris, 15/07/10, 5 p.

[Changer l'Afrique de l'intérieur](#)

Kanayo F. Nwanze, FIDA, Rome, 29/04/10, 4 p.

[Baromètre de la protection des civils 2010](#)

OXFAM France, Paris, 19/08/10, 108 p.

[Afrique : terre\(s\) de toutes les convoitises pour les agrocarburants de l'UE](#)

Les Amis de la Terre Europe, Bruxelles, 30/06/10, 36 p.

## ► RDC: ONU

[Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme](#)

NUHCDH, New York, 25/08/10, 553 p.

[220 ONG congolaises accueillent favorablement la publication prochaine du Rapport Mapping](#)

Société civile congolaise, Kinshasa, 03/09/10, 8 p.

[Déclaration du RENADHOC relative au Rapport du Projet Mapping](#)

RENADHOC, Kinshasa, 06/09/10, 3 p.

## ► RDC: Agriculture

[La problématique foncière et ses enjeux dans la province du Sud-Kivu, RDC](#)

IFDP, CORDAID, ICCO, Bukavu, 11/05/10, 10 p.

## ► RDC: Droits de l'Homme

[Un défenseur des droits humains a été enlevé et soumis à des mauvais traitements](#)

HRW, Goma, 08/09/10, 4 p.

["This is our land now": Lord's Resistance Army attacks in Bas Uele, northeastern Congo](#)

Ledio Cakaj, Enough, Washington, 25/08/10, 11 p.

[Call for an Independent Commission of Inquiry into the death of Floribert Chebeya Bahizire](#)

ABMSA and others, Windhoek, 16/08/10, 6 p.

[Mémoire de la Société civile suite à l'enlèvement du président de la société civile du territoire de Masisi](#)

Société civile de la Ville de Goma et autres, Goma, 26/08/10, 6 p.

[Stratégie de l'Union Européenne sur les Défenseurs des Droits de l'Homme en RDC](#)

British Embassy Kinshasa, 23/07/10, 3 p.

[Naissance de la Fondation « Les Amis de Floribert Chebeya » AFC](#)

Congo Forum, Bruxelles, 07/09/10, 2 p.

## ► RDC: Eglises

[Ambassadeurs du Christ dans les milieux politiques](#)

CENCO, Kinshasa, 24/06/10, 8 p.

## ► RDC: Elections

[Le calendrier rendu public Processus électoral 2010-2013](#)

CEI, Kinshasa, 09/08/10, 2 p.

[Déclaration du RENADHOC sur les perspectives électorales en RDC](#)

RENADHOC, Kinshasa, 18/08/10, 3 p.

[Déclaration politique de l'Union Sacrée pour l'Alternance \(U.S.A\)](#)

USA, Kinshasa, 20/08/10, 3 p.

## ► RDC: Enseignement

[Contre l'application discriminatoire de l'application constitutionnelle](#)

VSV, Kinshasa, 09/09/10, 2 p.

## ► RDC: Presse

["Détérioration persistante du climat de travail pour les journalistes"](#)

RSF, Paris, 30/08/10, 3 p.

## ► RDC: Ressources naturelles

[Exploitation minière : L'interdiction du Gouvernement suscite la perplexité au 'Grand Kivu'](#)  
Misna, Bukavu, 16/09/10, 2 p.

[Rapport du Sénat de Belgique sur l'Exploitation des richesses naturelles de la RDC](#)  
Sénat de Belgique, Bruxelles, 05/05/10, 51 p.

## ► Burundi: Coopération

[La Chine est en voie de devenir le premier partenaire du Burundi](#)  
Wang Zizheng, Xinhua, Bujumbura, 30/08/10, 2 p.

## ► Burundi: Droits de l'Homme

[« Un pas en arrière » – Torture et autres mauvais traitements aux mains du service de renseignement burundais](#)  
AI, Londres, 23/08/10, 9 p.

[La criminalité bat son plein dans certains coins du pays](#)  
LDGL, Bujumbura, 23/08/10, 3 p.

## ► Burundi: Economie

[Analyse critique de la loi budgétaire 2010 : résumé exécutif](#)  
OAG, Bujumbura, 19/08/10, 7 p.

## ► Burundi: Elections

[EurAc envoie une mission d'observation aux élections législatives au Burundi](#)  
EurAc, Bruxelles, 18/07/10, 1 p.

[Déclaration préliminaire conjointe COSOME, la CEJP et EURAC sur les élections législatives](#)  
COSOME, Bujumbura, 29/07/10, 3 p.

[Pour une gouvernance démocratique et une lutte contre la pauvreté effective après les élections](#)  
EurAc, Bruxelles, 17/09/10, 2 p.

[Décret n° 100/02 du 29 aout 2010 portant nomination des membres du gouvernement](#)

Pierre Nkurunziza, Bujumbura, 29/08/10, 2 p.

[Elections without competition and no peace without participation](#)  
ISS, Pretoria, 30/08/10, 6 p.

[Déclaration préliminaire sur les élections](#)  
UE, Bujumbura, 25/07/10, 40 p.

## ► Burundi: Enseignement

[Etat des lieux du financement de l'éducation pour tous \(EPT\) au Burundi par le Royaume de Belgique \(2005-2008\)](#)  
OAG, Bujumbura, 30/08/10, 3 p.

## ► Burundi: Presse

[Manœuvres dilatoires visant à garder un journaliste en prison. La société civile s'interroge](#)  
Société civile du Burundi, Bujumbura, 03/08/10, 4 p.

## ► Burundi: Société civile

[Rapport d'observation de la gouvernance au 1<sup>er</sup> semestre 2010](#)  
OAG, Bujumbura, 30/08/10, 58 p.

[Atelier de réflexion sur le paysage politique postélectoral](#)  
COSOME, Bujumbura, 06/08/10, 2 p.

[Les attentes de la société civile à l'endroit des nouveaux élus](#)  
FORSC et autres, Bujumbura, 25/08/10, 9 p.

## ► Rwanda : Coopération

[L'UE estime que "des progrès restent à faire"](#)  
AFP, Paris, 11/08/2010, 1 p.

[Washington note des "progrès", mais fait part d'"inquiétudes"](#)  
AFP, Paris, 14/08/10, 2 p.

[Britain urged to use influence to get tough on Rwanda](#)  
The Independent, London, 10/08/10, 2 p.

## ► Rwanda: Droits de l'Homme

[Condamnation des attaques contre des représentants politiques et des journalistes à l'approche du scrutin](#)  
AI, Londres, 05/08/10, 2 p.

[Des lois formulées en termes vagues permettent d'ériger en infraction toute critique à l'égard du gouvernement](#)  
AI, Londres, 31/08/10, 2 p.

## ► Rwanda: Economie

[Le Rwanda, un modèle économique pour l'Afrique ?](#)  
Renaud Duterme, CADTM, Liège, 24/08/10, 4 p.

## ► Rwanda: Elections

[Kagame favori à l'élection présidentielle sur fond de terreur](#)  
Associated Press, New York, 08/08/10, 2 p.

[U.S. expresses concern about Rwanda election](#)  
Reuters, Washington, 13/08/10, 1 p.

## ► Rwanda: Génocide

[Former RPA major pins Kagame on Killings](#)  
The Newline, Kigali, 13/09/10, 4 p.

[Interview with Prof. Peter Erlinder on the Draft UN Report Accuses Rwandan Troops of Genocide](#)  
Democracy Now, New York, 03/09/10, 4 p.

## ► Rwanda: Politique

[Rwanda Briefing](#)  
Nyamwasa and others, Pretoria, 08/09/10, 60 p.

[Le Paul Kagame que je connais](#)  
Robert Krueger, New York, 05/08/10, 3 p.

[Are Karegeya and Kayumba bracing for war ?](#)  
The Newline, Kigali, 13/08/10, 5 p.

## ► Rwanda: Presse

[Une trentaine de médias suspendus à quelques jours de l'élection présidentielle](#)  
RSF, Paris, 02/08/10, 2 p.